



ObsCi
Observatoire
des Criminalités
Internationales

TRAITE DES ÊTRES HUMAINS DANS LES CENTRES DE CYBERESCROQUERIES : UN PHÉNOMÈNE CRIMINEL QUI S'EXPORTE DANGEREUSEMENT SUR TOUT LE GLOBE

Nathalie Le Rousseau-Martin / Juriste spécialisée dans
les questions de criminalités internationales, membre de
l'Observatoire des criminalités internationales de l'IRIS

Avril 2024



PRÉSENTATION DE L'AUTRICE



Nathalie Le Rousseau-Martin / Juriste spécialisée dans les questions de criminalités internationales, membre de l'Observatoire des criminalités internationales de l'IRIS

Nathalie Le Rousseau-Martin est juriste spécialisée sur les questions de criminalité internationale et de justice pénale internationale. Colonelle de la réserve opérationnelle de la Gendarmerie nationale, elle a été conseillère juridique d'Amnesty International France et membre du groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) du Conseil de l'Europe.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire des criminalités internationales (ObsCI) a pour objectif d'étudier et d'analyser en toute indépendance les différents champs des criminalités internationales en appréhendant les problématiques sécuritaires dans leur globalité, en intégrant ses enjeux pour nos sociétés et leurs effets sur les politiques publiques en France comme à l'international. Ses axes d'intervention se concentrent en particulier sur les trafics illicites, la criminalité financière et la corruption, la délinquance, la criminalité environnementale et sanitaire, ainsi que la cybercriminalité.

En mobilisant à la fois des chercheurs et des praticiens de différents pays, l'ObsCI produit des analyses indépendantes qui intègrent leurs incidences économiques, politiques, diplomatiques, sociales, territoriales, étatiques et in fine militaires, dont les interrelations constituent précisément sa géopolitique.

Il a pour objectif d'alimenter les débats publics de manière constructive, ainsi que d'accompagner les pouvoirs publics, les collectivités territoriales, les professionnels et les entreprises sur ces sujets.

Il est dirigé par **Gaëtan Gorce**, chercheur associé à l'IRIS, membre honoraire du Parlement, et **David Weinberger**, chercheur associé à l'IRIS, sociologue.



@ObsClcrim

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

En mars 2024, lors du sommet sur la fraude financière mondiale, le Secrétaire général d'INTERPOL a alerté une nouvelle fois sur l'ampleur de la traite des êtres humains dans les centres d'escroqueries en ligne et la menace mondiale qu'elle représente désormais¹.

Ces opérations consistent, pour les groupes criminels, à exploiter des victimes dans des centres pour réaliser des escroqueries en ligne, notamment les arnaques de type « dépeçage de cochon » (un système hybride combinant des escroqueries aux sentiments et des escroqueries à l'investissement, en utilisant des cryptomonnaies).

Depuis 2021, la croissance des centres d'escroqueries en ligne reposant sur le trafic d'êtres humains est extrêmement rapide. Elle est le résultat de la conjonction de deux principaux facteurs. D'une part, les restrictions aux frontières et les confinements liés à la pandémie en 2020-2021 qui ont contraint les groupes criminels organisés à adapter leurs moyens d'action et à trouver de nouvelles sources de revenus. Dans le même temps, l'augmentation sans précédent de l'activité des internautes, principalement via les applications de chat, les réseaux sociaux et les applications de rencontres, a créé les conditions idéales pour cibler plus facilement les victimes des escroqueries et intensifier le recrutement de victimes dans le cadre de la traite.

Concentrés d'abord au Cambodge, au Laos et en Birmanie², points névralgiques du trafic, ces centres d'escroqueries s'exportent désormais dans le monde entier. Les résultats de l'opération Storm Makers II ont ainsi confirmé que le mode opératoire s'étend et qu'il se reproduit dans d'autres pays d'Asie et dans d'autres régions du globe³.

UN MODE OPÉRATOIRE AFFINÉ QUI BOULEVERSE LES ITINÉRAIRES ET LES SCHÉMAS TRADITIONNELS DE LA TRAITE

Les personnes ciblées par les recruteurs diffèrent considérablement des profils traditionnels des victimes de la traite.

¹ INTERPOL, « Évaluation de la fraude financière par Interpol. Une menace mondiale dopée par la technologie », 11 mars 2024.

² Notamment Laos, Birmanie et Cambodge.

³ INTERPOL, « Une opération d'Interpol apporte un éclairage nouveau sur la mondialisation des centres de cyberescroqueries », 8 décembre 2023.

L'opération Storm Makers II est la première opération d'Interpol dirigée spécifiquement contre le phénomène des escroqueries reposant sur la traite d'êtres humains. Du 16 au 20 octobre 2023, après cinq mois de coordination d'enquêtes, les services chargés de l'application de la loi des 27 pays participants ont effectué plus de 270 000 inspections et contrôles de police dans 450 plaques tournantes de la traite d'êtres humains et du trafic de migrants.

En effet, compte tenu des compétences nécessaires pour mener à bien ces escroqueries en ligne (connaissances en informatique, connaissance de la finance, de l'investissement et des cryptomonnaies et compétences linguistiques), les victimes visées sont ainsi des personnes diplômées de l'enseignement supérieur, compétentes en finances et technologies, et polyglottes.

Pour mieux les piéger, le mode de recrutement des groupes criminels s'est adapté au public visé. Les victimes sont recrutées par le biais de fausses offres d'emploi publiées sur les réseaux sociaux (Instagram, Facebook ou encore X) et sur les sites Web de recherche d'emploi et de recrutement.

Les centres d'escroqueries ont également développé de faux sites de recrutement, remplis d'images de bureaux de style Silicon Valley et mettent en avant des opportunités de travailler dans une « bourse de cryptomonnaies », un « parc technologique » ou une « start-up informatique ».

L'analyse des titres de postes mentionnés dans les fausses annonces montre aussi une évolution. Des profils plus pointus, tels que « représentants commerciaux », « support informatique », « analystes de cryptomonnaies », ou « responsables e-commerce » ont remplacé les compétences de base (« tâches simples dans un centre d'appel » ou « opérateur téléphonique »)⁴.

Le recours à ces tactiques offensives de recrutement en ligne a permis de multiplier les routes de ce trafic d'êtres humains à travers le monde de manière alarmante et sans précédent.

Si les individus visés par le système étaient au départ d'origine chinoise pour la plupart, les trafiquants attirent désormais en Asie du Sud-Est, des victimes originaires d'Amérique du Sud et du Nord, d'Afrique de l'Est et australe ou d'Europe de l'Ouest. Rien qu'en Birmanie, en 2023, les autorités ont déclaré avoir secouru des victimes de traite originaires de 22 pays⁵.

DES CONDITIONS D'EXPLOITATION EFFROYABLES

Recrutées par la tromperie, les victimes sont ensuite exploitées et contrôlées par la violence.

⁴ Regional Support Office of the Bali Process, *"Trapped in deceit. Responding to the trafficking in persons fuelling the expansion of southeast Asia's online scam centres"*, Policy Brief, Avril 2023.

⁵ INTERPOL, « Une opération d'Interpol apporte un éclairage nouveau sur la mondialisation des centres de cyberescroqueries », 8 décembre 2023.

Dès leur arrivée dans le pays concerné, elles se voient confisquer leur passeport et leur téléphone et sont conduites directement dans les centres d'escroqueries pour y être exploitées.

Pour contrôler les victimes et les obliger à atteindre les objectifs d'escroqueries attendus, les trafiquants utilisent autant la violence physique (électrocution, passages à tabac, isolement cellulaire, privation d'eau et de nourriture), que psychologique et sexuelle. Les victimes sont privées de liberté et, dans certains cas, ne peuvent même pas se déplacer entre les différents étages de l'enceinte dans laquelle elles sont enfermées. Les victimes peuvent également être achetées et vendues par différents groupes criminels transnationaux exploitant divers centres d'escroqueries. Il existe même des marchés sur les applications de communication, telles que WeChat et Line, où les trafiquants publient des profils de victimes et des prix (souvent basés sur des facteurs tels que les compétences techniques, les langues parlées ou le pays d'origine)⁶.

UN TERREAU FERTILE POUR L'AUGMENTATION EXPONENTIELLE DE CETTE ACTIVITÉ CRIMINELLE

Ces activités criminelles sont d'autant plus difficiles à contrer qu'elles prolifèrent notamment dans des zones où la gouvernance et l'État de droit sont faibles ou en déliquescence.

Après le coup d'État de février 2021, en Birmanie, les groupes criminels organisés ont ainsi pu élargir leurs activités existantes dans le pays en travaillant avec des factions au sein des forces armées birmanes et diverses milices⁷.

En Asie du Sud-Est, point névralgique du trafic, de nombreux centres d'escroqueries sont physiquement situés dans des zones peu règlementées ou opaques, caractérisées par l'absence de structures officielles d'application de la loi et d'un

contrôle juridique limité telles que les zones économiques spéciales (ZES)⁸ ou des zones frontalières. En Birmanie, des centres seraient entre autres situés à la frontière thaïlandaise dans l'État de Shan et la ville de Mong La, à la frontière chinoise. Au Laos, les centres seraient

⁶ Regional Support Office of the Bali Process, *"Trapped in deceit. Responding to the trafficking in persons fuelling the expansion of southeast Asia's online scam centres"*, Policy Brief, avril 2023.

⁷ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *"Online scam operations and trafficking into forced criminality in southeast Asia. Recommendations for a human rights response"*, United Nations, 2023.

⁸ La définition d'une ZES est déterminée individuellement par chaque État, mais d'une manière générale, les ZES peuvent être comprises comme des zones spécifiques de développement industriel désignées par l'État qui bénéficient de régimes fiscaux et réglementaires et d'un soutien aux infrastructures pour encourager l'investissement.

implantés dans la zone économique spéciale (ZES) du Triangle d'or, dans le nord-ouest du pays et aux Philippines, des centres d'escroqueries opéreraient dans des ZES telles que la zone portuaire franche de Clark⁹.

La corruption généralisée est également une réalité importante. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, des responsables de l'application des lois dans différents pays avertissent les trafiquants avant les raids, travaillent comme gardes dans les opérations de traite, aident au déplacement des victimes à travers les frontières, et les extorquent¹⁰.

LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉPONSE STRATÉGIQUE ET MONDIALE

Ces réseaux criminels, hautement adaptatifs, rechercheront sans cesse de nouveaux outils et techniques pour contourner les cadres opérationnels et juridiques existants.

Décoder et comprendre les ressorts de cette forme complexe de trafic d'êtres humains à des fins de criminalité forcée dans les centres d'appel et s'y adapter reste donc un défi.

Cela nécessite des investissements substantiels dans le champ de la formation des services répressifs et de la coopération internationale, notamment par le biais de mécanismes pour la conduite d'enquêtes conjointes proactives par les autorités chargées de l'application des lois.

Enfin renforcer l'échange et le partage de renseignements entre les services chargés de l'application de loi, les organisations non gouvernementales, les cellules de renseignement financier et les entreprises du secteur privé concernées afin d'élaborer des stratégies de lutte mieux informées, est également une partie de la réponse¹¹.

À une menace mondiale, une réponse mondiale est effectivement nécessaire.

Les États sont-ils prêts à en prendre le chemin, alors même qu'en février 2024, le processus d'adoption du projet de convention internationale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et de la communication à des fins criminelles a été suspendu, faute pour les États de parvenir à un accord, après deux ans de négociations¹² ?

⁹ Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, *“Online scam operations and trafficking into forced criminality in southeast Asia. Recommendations for a human rights response”*, United Nations, 2023

¹⁰ Ibid.

¹¹ INTERPOL, « Interpol lance une alerte mondiale contre des escroqueries reposant sur la traite d'êtres humains », 7 juin 2023

¹² Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GITOC), *“Hitting pause. The Unfinished story of the UN Cybercrime negotiations”*, Mars 2024.

Quel signal cela lance-t-il au monde de la criminalité internationale ?

Le coût humain payé pour faire fonctionner ce système criminel se traduit déjà en centaine de milliers de victimes¹³.

À mesure que ces centres continueront de se développer, la traite des personnes augmentera parallèlement à l'ampleur croissante des opérations frauduleuses.

Pour faire face à l'expansion croissante de cette menace et briser le cycle de l'impunité, il appartient donc aux États de décider des moyens et de la volonté politique qu'ils souhaitent mettre en œuvre, et par conséquent, de la direction que prendra la lutte contre cette menace criminelle devenue internationale.

¹³ Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies, *“Online scam operations and trafficking into forced criminality in southeast Asia. Recommendations for a human rights response”*, United Nations, 2023.

L'expertise stratégique en toute indépendance.



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.